



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 28/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **NORSKE SKOG**

Route Jean Charles Pellerin  
88190 Golbey

Références : S-22-706RP

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2022 dans l'établissement NORSKE SKOG implanté Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey. L'inspection a été annoncée le 15/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a permis de faire un point d'avancement et de valider ou non les propositions techniques de l'exploitant, propositions techniques faisant suites à des prescriptions par arrêtés préfectoraux complémentaires.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORSKE SKOG
- Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey
- Code AIOT dans GUN : 0006202274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La papeterie Norske Skog Golbey produit du papier journal et est en cours de modification de ses procédés industriels en vue de produire du papier pour ondulés (PPO).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Évaluation des propositions techniques consécutives à des études prescrites par arrêtés complémentaires.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets aqueux vers la Moselle (Projet "BOX" ; AP n° 101/2021/ENV )	AP Complémentaire du 30/11/2021, article 19	/	Sans objet
Rejets aqueux vers la Moselle (Projet "BOX" ; AP n° 101/2021/ENV )	AP Complémentaire du 30/11/2021, article 20	/	Sans objet
Surveillance des rejets (APC n° 733/2021/DREAL/UD88)	AP Complémentaire du 20/08/2021, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats d'études contrôlés ont permis de valider la substitution d'un biocide bromé par un biocide à base de sulfate d'ammonium, ainsi qu'un projet d'implantation d'une station hydrométrique.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Rejets aqueux vers la Moselle (Projet "BOX" ; AP n°101/2021/ENV)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/11/2021, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi hydrologique de la Moselle
<b>Prescription contrôlée :</b>  " Afin d'évaluer les conséquences de ses prélèvements sur les débits de la Moselle et sur les espèces qui vivent dans cette rivière, particulièrement en période d'étiage, l'exploitant soumet à l'inspection des installations classées, dans les 6 mois suivant la date d'autorisation des installations du projet BOX, un plan de mesure des débits dans le lit mineur de la Moselle. Ce plan inclut le suivi des points de mesure suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• un point de mesure à l'amont immédiat de son prélèvement dans la gravière ;</li><li>• un point de mesure à l'aval immédiat du point de rejet de ses effluents aqueux dans la Moselle.</li></ul> Ces deux points de mesure devront être aussi proches que ce que permettent les possibilités techniques des stations de prélèvements utilisées pour le suivi hydrobiologique (IBGN) déjà prescrit.  Les périodes de situations hydriques difficiles seront à privilégier pour réaliser les campagnes de mesure de l'indice biologique global normalisé (IBGN).  Les mesures de débit réalisées sont transmises quotidiennement, a minima dès l'atteinte du seuil d'alerte sécheresse, à la DREAL.
<b>Constats :</b> Les échanges entre Norske Skog et les services de l'État (DREAL Inspection des ICPE ; DREAL Hydrométrie ; DDT Police de l'eau) ont permis à l'exploitant de présenter les conclusions de son bureau d'étude, conclusions qui indiquent que la mise en place des mesures de débits prescrites par l'arrêté susvisé s'avérerait difficile et ne permettrait pas d'atteindre les objectifs visés (trop grande incertitude des résultats, comparable aux prélèvements de NSG).  L'exploitant propose une solution alternative qui consiste en l'implantation d'une unique station de mesure (avec transmission automatique de données) en amont immédiat du point de rejet à la Moselle. La station sera accompagnée de deux échelles limnimétriques : une à l'amont du prélèvement, et l'autre en aval du rejet. La solution technique proposée est validée par les services de l'État présents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rejets aqueux vers la Moselle (Projet "BOX" ; AP n°101/2021/ENV)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/11/2021, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Zone de mélange effluents - Moselle
<b>Prescription contrôlée :</b>  " Sous un délai de neuf mois à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant finalise l'étude menée dans le but d'améliorer le mélange de ses eaux résiduaires avec les eaux de la Moselle. Les aménagements résultant de cette étude devront être compatibles avec la fonction de régulation des crues des ouvrages hydrauliques présents sur le site. "
<b>Constats :</b> Plusieurs solutions ont été étudiées par l'exploitant, mais pour l'instant, aucune n'est à la fois possible techniquement et conforme réglementairement. Cependant, l'échéance prescrite de 9 mois n'a pas encore été atteinte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/08/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance temporaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" A compter de la mise en œuvre de la modification décrite à l'article premier du présent arrêté, l'exploitant désigné à l'article premier réalise, en complément de la surveillance de la qualité de ses rejets d'eaux usées industrielles actuellement en vigueur, une surveillance complémentaire selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la surveillance porte sur les paramètres suivants : bromures, THM, chlorures, diphényléthers bromés, sulfates, chlore libre, chlore résiduel total ;</li><li>- elle est effectuée en sortie de la station d'épuration interne, selon les normes en vigueur, à une fréquence bi-mensuelle pendant 6 mois, sur un échantillon représentatif 24h asservi au débit.</li></ul> <p>Un bilan de cette surveillance sera transmis à l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est. Ce bilan devra mettre en évidence les écarts entre la surveillance et les éléments du dossier d'information préalable. "</p>
<p><b>Constats :</b> Pour rappel, la prescription objet vise à s'assurer que le changement de biocide utilisé dans le process a permis d'atteindre des résultats conformes à ceux décrits dans le dossier d'information, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une diminution de la concentration en bromures dans les effluents aqueux de l'ordre de 13 mg/L ;</li><li>- une concentration en sulfates dans les rejets aqueux inférieure à 170 mg/L ;</li><li>- l'absence de production des polluants suivants : Hexabromocyclododécane, trihalométhanés, diphényléthers bromés, chlore/chlorures.</li></ul> <p>Le bilan a bien été transmis et est conforme. Par un courriel du 21 février 2022, l'exploitant précise que (pour les diphényléthers bromés détectés le 06 septembre 2021) :</p> <p>" En considérant un débit de la Moselle de 4 m<sup>3</sup>/s et notre débit de 13 820 m<sup>3</sup>/j du 06/09, on obtient une concentration de 0.02 µg/L dans la Moselle ce qui reste conforme à la NQE. "</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet